



Guadeloupe



N° 25

Octobre 2016

Antilles-Guyane

Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2015 La croissance accélère

En 2015, la croissance guadeloupéenne poursuit la reprise amorcée en 2014 : elle s'élève à + 1,9 %, soutenue par l'ensemble des grands agrégats économiques de la demande. Cette évolution succède à la plus timide croissance de 2014 (+ 1,0 %) et à celles, timorées, de 2012 et 2013 (entre 0 % et 0,5 %). La Guadeloupe s'inscrit dans la même dynamique que la France entière, où la croissance accélère aussi (+ 1,3 % après + 0,6 % en 2014).

Comme en 2014, la consommation des ménages et celle des administrations publiques augmentent. Elles contribuent respectivement pour + 0,4 et + 0,9 point à la croissance. L'investissement, qui avait décroché l'année passée (- 7,0 % en volume), rebondit en 2015 à + 2,5 % en volume du fait des entreprises et des ménages. Il contribue pour + 0,4 point à la croissance. La bonne santé du secteur touristique participe au regain des exportations qui augmentent de 1,7 % en volume (après - 4,7 % en 2014). En lien avec une demande dynamique, les importations repartent à la hausse (+ 2,9 % en volume), après avoir diminué de 4,3 % en 2014. La hausse des importations pesant davantage que celle des exportations, la balance commerciale contribue négativement pour - 0,8 point à la croissance.

Clémentine Garandeau, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe augmente de 1,9 % en volume en 2015, après + 1,0 % en 2014 (figure 1).

Avec une population qui diminue légèrement, de 0,3 % en 2015, le PIB par habitant est en hausse de 2,2 % en euros constants et s'établit à 20 600 euros. Il augmente également en France (+ 0,7 %) et en Martinique (+ 1,1 %).

La consommation des ménages se maintient

La consommation des ménages progresse de 0,7 % en volume en 2015, au même rythme qu'en 2014, dans un contexte de

1 La croissance accélère, les indicateurs macroéconomiques se redressent

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2015	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	8 338	1,9	1,3	3,2	1,9
Consommation des ménages	4 849	0,7	0,3	1,0	0,4
Consommation des administrations publiques	3 832	2,1	1,0	3,0	0,9
Investissement	1 408	2,5	0,1	2,6	0,4
Imports de biens et services	2 703	2,9	-1,3	1,6	-1,0
Exports de biens et services	966	1,7	2,2	4,0	0,2
Variation de stocks	-13	0,8	///	///	0,8

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.



faible inflation (+ 0,3 %, comme en 2014). La population est en légère diminution (- 0,3 %), ainsi la dépense moyenne de consommation par individu est en hausse de 1,0 % en volume.

Côté emploi, le taux de chômage reste structurellement élevé, mais stable à 23,7 %. L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi, toutes catégories confondues, décélère : elle passe de + 3,0 % en 2014 à + 0,9 % en 2015 (+ 4,9 % pour l'hexagone).

L'encours de crédits à la consommation augmente significativement : + 7,8 % (au lieu + 1,4 % en 2014 et - 0,1 % en 2013).

Les importations de biens de consommation courante augmentent de 2,1 % et les importations de produits agroalimentaires de 2,2 %. A l'inverse, les biens d'équipements ménagers sont en forte baisse (- 9,0 %), atteignant leur plus bas niveau depuis 2009.

En 2015, 13 423 voitures particulières neuves sont immatriculées, soit une progression sensible de 6,2 % en un an (+ 1,5 % l'année passée).

Une inflation quasi nulle, au même niveau que l'année passée

L'indice des prix à la consommation augmente de 0,3 % en 2015 (comme en 2014) tandis qu'il stagne sur la France entière (figure 3). Cette faible hausse des prix est due à une nette chute du prix des produits pétroliers (- 8,3 %), encore plus marquée qu'en 2014 (- 3,3 %). Ainsi, l'énergie contribue pour - 0,5 point à l'inflation (- 0,1 point en 2014).

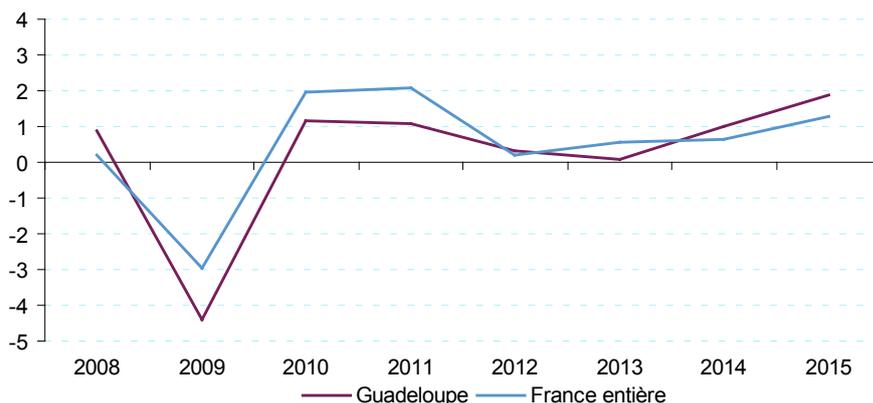
Les services sont les plus forts contributeurs à l'inflation, avec une augmentation des prix de 1,1 % (+ 0,9 % en 2014) pour une contribution de 0,4 point. La plus forte hausse revient aux transports et communications, avec une évolution de + 2,9 % des prix.

Le prix des loyers et services rattachés (les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement) décélère à + 0,4 % (+ 0,8 % en 2014).

Le prix de l'alimentation est en hausse : + 1,8 %. En particulier, le prix des produits frais augmente sensiblement, de 4,9 % (dont 5,6 % dus aux légumes) et contribue pour 0,2 point à la hausse de l'indice des prix. Le prix des biens manufacturés est en légère hausse, de + 0,5 % (- 0,1 % en 2014) et contribue ainsi pour 0,1 point à l'inflation.

2 La croissance se redresse

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : Les estimations antérieures à 2014 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Les dépenses des administrations publiques en augmentation

Les dépenses publiques sont orientées à la hausse : elles évoluent de + 2,1 % en volume, au lieu de + 1,3 % en 2014. Elles contribuent pour + 0,9 point à la croissance.

Les salaires sont en légère progression (+ 0,7 %) et le point d'indice de la fonction publique n'évolue presque pas (+ 0,3 %, comme l'année passée). Les achats et charges externes progressent de 10,9 % du fait des dépenses en consommations intermédiaires (+ 16,1 %), après avoir diminué l'année passée. Dans le domaine de la santé les achats et charges externes augmentent également, de 4,9 %.

L'investissement se redresse, soutenu par le secteur privé

L'investissement progresse de 2,5 % en volume et contribue ainsi pour 0,4 point à la croissance (figure 4). Après avoir progressé en 2013 (+ 2,6 %) puis fléchi en 2014 (- 7,0 %), il retrouve le niveau de 2012. L'investissement privé progresse. Les

crédits d'investissement des entreprises, qui regroupent 37,6 % de l'encours sain des entreprises, affichent une bonne performance (+ 8,5 % après + 5,9 %).

Le secteur de la construction reste en difficulté malgré un léger regain en 2015 : le nombre de créations d'entreprises croît de 4,0 %, après cinq années consécutives de baisse (dont - 17 % en 2014), du fait des sociétés (+ 22 % de créations) et des entreprises individuelles hors micro-entreprises (+ 15 %).

Le nombre d'entreprises créées dans ce secteur reste néanmoins bien en deçà du niveau de créations des années 2000

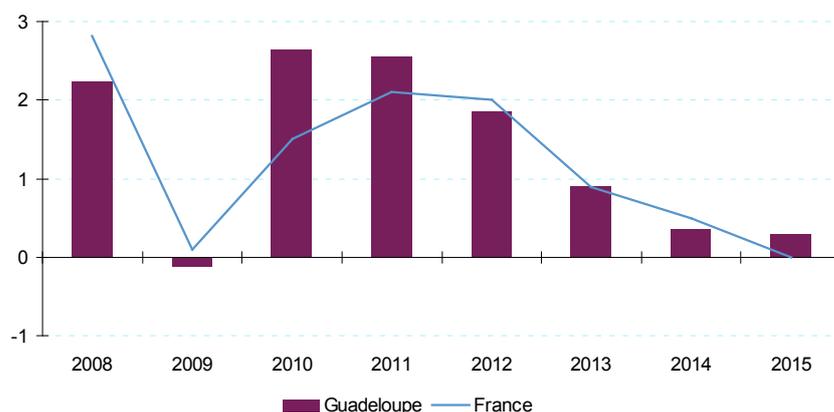
En 2014, le nombre d'autorisations de construire a bondi de 14 %, dont une hausse de 19 % imputable aux logements individuels, ce qui permettait d'anticiper ce rebond.

En revanche, en 2015 les autorisations de construire plongent de 33 %, ce qui laisse à penser que la reprise dans le secteur est encore fragile.

Les crédits à l'habitat contractés par les ménages augmentent. Ainsi, l'encours de ces crédits au 4^e trimestre est de + 10,8 %

3 L'inflation aussi faible que l'année passée

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

en 2015 (+ 2,9 % au 4^e trimestre 2014). A contrario, l'investissement public est en baisse, qu'il s'agisse des administrations et de l'enseignement ou de la santé. L'investissement total diminue ainsi de 5,8 % après avoir connu une hausse d'ampleur comparable l'année passée.

Les échanges extérieurs de biens stables, ceux de services en augmentation

Les échanges extérieurs se redressent. Les importations et les exportations croissent respectivement de 1,6 % et 4,0 % en valeur.

Les importations de biens représentent 90 % du total des importations. Elles stagnent quasiment évoluent en valeur, modérées par la baisse significative du prix des produits pétroliers (- 20 %) et la faible évolution des prix des autres produits. En volume, elles augmentent de 2,9 %.

Avec le maintien de la demande des ménages, les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac s'accroissent de 3 %. Les importations de biens manufacturés, qui pèsent pour 60 % dans le total des importations, s'amplifient de 2,1 % pour répondre aux demandes en investissement et en consommation. En particulier, les importations de véhicules automobiles bondissent de 10,8 %, tandis que les importations d'équipements mécaniques, de matériel électrique, d'électronique et d'informatique sont quasiment stables (+ 0,8 %).

Côté services, les importations sont en hausse de 6,3 % (+ 3,0 % en volume). Cette augmentation est due principalement au transport dont les importations augmentent de 7,7 % en valeur, avec un prix en progression de 4,8 %.

Ces importations se rapportent en majeure partie aux vols qui arrivent ou partent de Guadeloupe et opérés par des compagnies aériennes non locales.

Les exportations progressent de 1,7 % en volume et de 4,0 % en valeur. Celles de biens, qui représentent 22 % du total des exportations, stagnent en valeur (- 0,7 %) et chutent de 2,0 % en volume. En effet, le tonnage de bananes exportées diminue significativement, de 14,6 %, du fait d'une sécheresse prolongée durant la période de mai à fin août, ce qui a conduit à déclarer la Guadeloupe dans un état de calamité agricole.

La campagne cannière a moins souffert de cette sécheresse et les exportations de sucre et rhum progressent de 1,5 %.

L'investissement public : les grands travaux publics de 2015

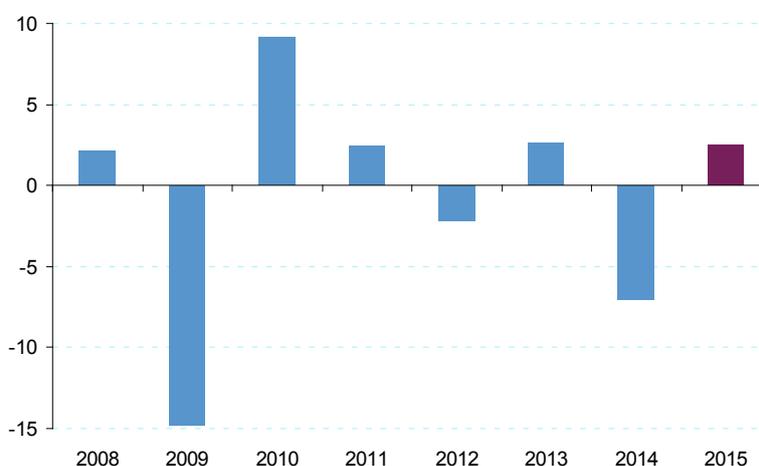
L'année 2014 a été riche en investissements publics, comme le Mémorial ACTe (61,5 millions d'euros au total), la construction du terminal régional de l'aéroport Pôle Caraïbe (20,5 millions d'euros au total) ou encore l'achèvement fin 2014 de la première tranche des travaux du parc d'activités Antillopôle (21,6 millions d'euros). En 2015, les investissements publics diminuent par rapport à 2014 mais restent importants. Guadeloupe Port Caraïbes a inauguré, à la mi-décembre 2015, la première phase des travaux du port nouvelle génération pour répondre aux normes actuelles d'accueil de navires et créer un port en eaux profondes capable d'assurer le transbordement des navires adaptés aux nouvelles capacités du canal de Panama, élargi et rénové durant neuf ans (fin des travaux à la mi 2016). Ce premier volet, qui vient de s'achever, consistait à redessiner et approfondir le chenal d'accès au port de Jarry pour le passer de 11 à 16,2 mètres de profondeur. Cette optimisation des infrastructures portuaires, dont le coût s'élève à 87,2 millions d'euros - financés par Guadeloupe Port Caraïbes (60 %), le FEDER (20 %), l'État (10 %) et la Région (10%) - permet désormais l'accueil des navires de 2 800 EVP (conteneurs standards vingt pieds) et, en 2016, de ceux de 4 500 EVP.

Autre projet d'investissement achevé en septembre 2015 : l'abattoir intercommunal du Sud Basse-Terre, pour un montant de 7,5 millions d'euros, dont 2,4 millions de la Région, 3,6 millions de l'Europe (Feader), un peu plus de 1 million de l'État et 400 000 euros du Département.

À Basse-Terre également, la nouvelle gare maritime est achevée fin 2015 après 5 mois de travaux réalisés par neuf entreprises locales. Les travaux, d'un coût global de 667 000 €, ont été financés par le GPMG (25 %), l'État (25 %), la Région (25 %) et le FEDER (25 %).

4 Rebond de l'investissement

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 Des échanges extérieurs dynamiques

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Les exportations de services (hors dépenses des touristes), avec un poids de 40 % dans le total des exportations, augmentent de 5,1 %. Cette hausse est provoquée principalement par le secteur du transport aérien avec une fréquentation accrue sur les

lignes de la compagnie locale Air Caraïbes. Les stocks continuent de diminuer, mais moins qu'en 2014. La variation de stocks passe de -76 millions d'euros à -17 millions d'euros, d'où une contribution positive à la croissance de +0,8 point qui compense presque celle des imports (-1,0 point). Ceci s'explique principalement par le bond des importations de produits pétroliers raffinés de +10 % en volume, dans un contexte de forte baisse du prix de ces produits.

Les dépenses des touristes, qui représentent 38 % des exportations guadeloupéennes, sont bien orientées : +5,2 % en valeur.

Tourisme, secteur bien orienté

Ce regain du tourisme est en lien avec l'activité toujours soutenue de l'aéroport de Guadeloupe Pôle Caraïbes. Pour la troisième année consécutive, le cap des deux millions de passagers (transit inclus) est franchi. Ceci constitue une première historique, avec 2 089 763 passagers en 2015, soit +3 % en un an. Du côté des entreprises de l'hébergement et de la restauration, l'emploi est à la hausse également. La Guadeloupe a sans doute bénéficié d'un effet report lié au risque d'attentat en Afrique du Nord.

Par ailleurs, l'annonce du déroulement de la coupe Davis en mars 2016 contribue à faire connaître la Guadeloupe comme destination touristique avec une retombée de 3,3 millions d'euros de dépenses liées à l'événement, soit +1 % de dépenses touristiques. L'inauguration du Mémorial ACTe (2015) a permis d'accroître le rayonnement de la Guadeloupe en termes culturels et touristiques. L'arrivée de la Norwegian Airlines début décembre 2015 et le succès de ses débuts va probablement augmenter significativement le nombre de touristes américains pour les années à venir (8 550 passagers en mars 2016). ■

Méthodes

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, le compte rapide 2015 de la Guadeloupe repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Un nouveau modèle

En 2015, le modèle d'estimation des comptes rapides évolue afin de produire des estimations encore mieux maîtrisées. Afin de s'approcher le plus possible des méthodes comptables, de nouvelles sources externes ont été introduites.

Les importations et les exportations d'assurances sont dorénavant estimées. En outre, la croissance démographique est utilisée pour affiner l'estimation de certains agrégats comme la consommation des ménages.

Autre grande amélioration, le développement d'outils de contrôles qui rendent mieux compte de la cohérence d'ensemble du modèle. Ces contrôles, déjà réalisés auparavant, permettent d'agir de façon plus fine sur les différents équilibres qui se jouent dans l'économie, et de préciser ainsi in fine l'estimation de la croissance et des grands agrégats économiques.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur. L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la **croissance de l'économie**.

L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de la Guadeloupe sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'Iedom.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Service territorial de Basse-Terre

Rue des bougainvilliers
97102 Basse-Terre Cédex

Directeur de la publication :
Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :
Béatrice Céleste

Rédactrice adjointe :
Maud Tantin-Machecler

Mise en page :
Typhenn Ladire

ISSN : 2416-8106
© Insee 2016

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guadeloupe », consultables sur www.cerom-outremer.fr/guadeloupe et sur www.insee.fr/guadeloupe.
- « La Guadeloupe en 2015 », Rapport annuel de l'iedom - mai 2016 sur <http://www.iedom.fr>.
- « Bilan économique 2015 en Guadeloupe », Insee Conjoncture Guadeloupe n° 2, Insee - juin 2016.
- Comptes rapides 2015 Martinique, Cerom, septembre 2016.
- Comptes rapides 2015 Guyane, Cerom, septembre 2016.

